

## Introduction

“In the study of social phenomenon, disorder is, it is true, the sole substitute for a controlled experiment in the natural science. But it sometimes happens that, in the middle of disorder, events move so rapidly that we are not able to properly absorb them: disorder may be excessive event to the most detached of scientist.” Frank D. Graham, *Exchanges, Prices and Production in Hyper-Inflation: Germany 1920-23*, Princeton University Press, 1931.

Contrairement à une perception qui l’associe aux pays du Sud, la guerre civile, « *le plus grand des maux* » selon Pascal<sup>1</sup>, est une expérience relativement récente pour la quasi-totalité des sociétés. Ainsi, la plupart des pays européens, les États-Unis, une grande partie de l’Amérique latine, du Moyen-Orient et de l’Asie ont connu de tels déchirements depuis le début de l’ère industrielle, avec des conséquences encore sensibles sur les équilibres régionaux, sociaux et politiques de ces sociétés. Plus fréquentes que les guerres interétatiques depuis 1945, les guerres civiles ont provoqué des millions de morts et de blessés, ainsi que des dizaines de millions d’exilés et de déplacés<sup>2</sup>. Aux coûts immédiats - pertes humaines, destructions physiques, aide aux réfugiés, opérations de maintien de la paix -, on doit ajouter les ruptures écologiques, la destruction de sites historiques, l’urbanisation anarchique, qui conditionnent, bien au-delà de la fin du conflit lui-même, l’horizon d’une société pour des décennies. De plus, par le biais des diasporas, des interventions militaires, des engagements individuels et des récits médiatiques, ces guerres affectent des pays géographiquement éloignés et redessinent les équilibres entre puissances. Enfin, les guerres civiles sont, comme les marges sociales, des laboratoires de nouvelles technologies politiques potentiellement généralisables<sup>3</sup>. En ce sens, ces situations - sans être annonciatrices d’un futur commun - annoncent ou accélèrent des tendances existantes : surveillance généralisée, privatisation des fonctions régaliennes, approche sécuritaire des questions sociales.

---

<sup>1</sup> Qui reprend un lieu commun des auteurs classiques, notamment Platon, Aristote, Thucydide. De même, Hobbes, Kant et Spinoza (ce dernier avec des réserves) condamnent toute révolte contre l’autorité politique, ce qui rejoint la tradition très largement dominante en islam, où la *fitna* (la division de la communauté des croyants) est plus condamnable que l’injustice du Prince.

<sup>2</sup> Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées en raison de persécutions, de violations des droits de l’Homme, de violence, de conflits armés ou de graves troubles publics est de 114 millions en 2023, contre moins de 50 millions de déplacés en 2013, voir Global Refugee Forum Opening remarks of the UN High Commissioner for Refugees, Filippo Grandi. UNHCR, 13 décembre 2013. <https://www.unhcr.org/news/speeches-and-statements/global-refugee-forum-opening-remarks-un-high-commissioner-refugees>, voir également <https://www.unhcr.org/fr/global-trends>, <https://www.unhcr.org/fr/global-trends>

<sup>3</sup> Peter Kraska, *Militarizing the American Criminal Justice System: the Changing Roles of the Armed Forces and the Police*, Boston, Northeastern University Press, 2001.

Cette guerre, qualifiée de « sans usages » par Montaigne, constitue-t-elle une dissolution du lien social<sup>4</sup> ? Les violences qui interviennent dans ce contexte ont parfois un caractère extrême, jusqu'aux massacres de masse. Pourtant, contrairement à l'association spontanée entre guerre civile et état de nature, les travaux récents s'accordent sur le fait qu'elles sont les « projets sociaux » de groupes dont il importe de « *understanding the character, organization and beliefs* [...]». *In short, war is inescapably sociological.* »<sup>5</sup>. De plus, loin d'être le simple prolongement de conflits préexistants, les guerres civiles sont des moments de reconfiguration des sociétés qui favorisent la politisation, la formation de nouvelles institutions et une remise en cause des hiérarchies sociales. Les interactions pacifiques restent d'ailleurs les plus fréquentes « *even in zones of civil war and widespread brawling, most people most of the time are interacting in nonviolent ways* »<sup>6</sup>. Cette - relative - banalité du quotidien pendant les guerres civiles ne doit pas dissimuler le potentiel heuristique d'une recherche sur cet objet : la guerre civile - en questionnant l'évidence des routines - rend visible ce qui fonde la reproduction de l'ordre social.

\*\*\*

Une des expériences les plus communes pour qui enquête dans les guerres civiles est la réticence à nommer ainsi le conflit, les interlocuteurs préférant parler de « révolution », de « troubles », de « jihad », de « terrorisme », de « séparatisme », etc.<sup>7</sup> De plus, la situation est souvent décrite comme *sui generis*, échappant de ce fait à toute comparaison, et l'emploi de l'expression « guerre civile » suffit dans certains cas à révéler une distance critique. Par exemple, nombre d'Afghans ont abandonné le terme de jihad pour celui de guerre civile après le retrait soviétique (1989), ce qui était une façon de pointer la responsabilité des mouvements

---

<sup>4</sup> Voir ce qu'en dit Frédéric Brahami commentant Montaigne : « *Les violences de la guerre civile sont telles en effet qu'elles ne constituent pas seulement des brèches locales et ponctuelles à l'ordre social, mais qu'elles menacent de le dissoudre.* » Frédéric Brahami, *Montaigne et la politique*, BSAM, n. 41-42, janvier-juin 2006, p. 28.

<sup>5</sup> Paul Richards, « New war. An ethnographical approach », in Paul Richards (dir.) *No peace, no war. An anthropology of contemporary armed conflicts*. Oxford 2005, pp. 1-21, p. 4.

<sup>6</sup> Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence*, Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p.12. Il reste que la menace de la violence, la capacité à l'exercer, les traumatismes subis ont une place centrale.

<sup>7</sup> Il faut nuancer ce point. Outre le terme de Civil War qui s'impose aux Etats-Unis, on peut mentionner le cas des partisans italiens durant la Seconde guerre mondiale qui n'avaient aucune difficulté à reconnaître – au moins initialement - qu'ils participaient à une guerre civile, avant que le terme de Libération nationale ne s'impose. Dans ces cas comme dans d'autres, la lutte mémorielle ne porte pas directement sur la désignation. En Finlande, le terme de guerre civile est plus neutre que celui utilisé à titre officiel, *Vapaussota* (Guerre de libération), terme créé par la propagande blanche dès 1918. Pour leur part, les Rouges utilisent dans leurs publications des années 20 et 30 le terme de *Luokkasota* (Guerre de classe).

politiques dans les affrontements. De même, le terme est politiquement chargé en Ukraine après 2014 en ce qu'il minimiserait le rôle de la Russie<sup>8</sup>.

Les raisons de ces luttes de qualification sont multiples, légales autant qu'idéologiques, mais notre attention se trouve ainsi attirée sur une question préjudicielle : la catégorie « guerre civile » n'est-elle qu'une façon commode de parler d'évènements vaguement similaires ou présentant une « ressemblance familiale » au sens de Wittgenstein ? Ainsi, pour se limiter à quelques exemples, la possibilité de subsumer sous une même catégorie la *stasis* dans les cités grecques, les guerres de religion en France (1562-98), la révolution russe (1917-21), les « troubles » en Irlande du Nord (1972-98), la décolonisation de l'Algérie (1954-62) et la guerre en Afghanistan (1978-2021) n'a rien d'une évidence<sup>9</sup>. Les objectifs des belligérants, le nombre et la qualité sociographique des victimes, l'organisation économique, les régimes politiques, les idéologies et le système interétatique (quand il existe) diffèrent au point d'invalider à première vue toute comparaison. Pour éclaircir cette question, il peut être utile de marquer la différence entre un programme comparatiste « faible », où l'objectif est l'explication d'un cas, et un programme comparatiste « fort », orienté vers la mise à jour de régularités nées de causalités partagées.

Le programme faible est représenté par un ensemble de travaux qui ressortent de plusieurs disciplines (anthropologie, histoire, sociologie, science politique), dont les concepts et les méthodes restent en partie disciplinaires. Pour se limiter à quelques exemples, des anthropologues ont enquêté sur les conflits au Sierra Leone ou en Ouganda<sup>10</sup>, sociologues et politistes se sont efforcés de rendre compte des mutations de sociétés confrontées à la violence politique en Algérie et en Bosnie<sup>11</sup>, des historiens ont éclairé d'un jour nouveau les guerres de religion ou les enjeux mémoriels<sup>12</sup>. Ces travaux ont ouvert de nouvelles perspectives sur les conflits autour de la propriété, la fabrique des identités, la formation des institutions, les rapports de genre, les processus de routinisation ou certains modes de socialisation.

---

<sup>8</sup> Anna Colin Lebedev et Ioulia Shukan (dir.), « S'engager dans la guerre du Donbass (2014-2018). Trajectoires individuelles et reconfigurations sociales », *RECEO*, vol. 49, n° 2, juin 2018, pp. 7-20.

<sup>9</sup> On pourrait ajouter qu'Ernst Nolte parle de « guerre civile européenne » pour la période 1917-1945, Ernst Nolte, *La guerre civile européenne 1917-1945*, Ed des Syrtes, 2000.

<sup>10</sup> Paul Richards, *Fighting for the Rain Forest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Portsmouth, Heinemann, 1996 ; Sverker Finnström, *Living with Bad Surroundings: War, History and Everyday Moment in Northern Uganda*, Durham, Duke University Press, 2008.

<sup>11</sup> Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996 ; Luis Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1999.

<sup>12</sup> Par exemple Anne Rolland-Boulestreau et Bernard Michon (dir), *Des guerres civiles du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours, Usages et enjeux des mémoires*, Presses Universitaires de Rennes, 2022 ; Jérémie Foa, *Tous ceux qui tombent : Visages du massacre de la Saint-Barthélemy*, La Découverte, 2021.

A partir de différents corpus théoriques, ces auteurs ont contribué, au-delà de leur objet immédiat, à enrichir le questionnaire scientifique en introduisant de nouveaux concepts, par exemple celui de « navigation sociale » (Vigh), d'« institutions claires-obscurtes » (Lund), d'« imitation de la vie » (Maçek)<sup>13</sup>. Ils participent d'un comparatisme faible dans la mesure où ils ne s'inscrivent pas explicitement dans un programme de recherche sur les guerres civiles et, malgré un dialogue fécond entre aires culturelles et disciplines, je vois ici deux limites. La première tient au « nationalisme méthodologique » et à l'inscription territoriale des études sur les guerres civiles<sup>14</sup>. Ces recherches peinent en effet à rendre compte de la dimension internationale de phénomènes supposés – au moins implicitement – internes aux États, ce qu'Isabelle Delpla nomme « *l'immanence de l'international dans le national* »<sup>15</sup>. La seconde consiste en ce que les comparaisons servent plus à suggérer des pistes de recherche par des rapprochements, parfois volontairement anachroniques à la manière d'un Paul Veyne, qu'à proposer un système explicatif. L'absence de questionnaire commun à ces études, le plus souvent monographiques, et leur inscription dans des paradigmes différents rend leur utilisation conjointe souvent difficile. De façon symptomatique, ces ouvrages ne s'attachent pas à donner une définition de la guerre civile, qui pourrait conduire à resituer le cas étudié dans un ensemble de conflits similaires, et certains ouvrages collectifs assument de laisser aux différents auteurs le choix de leur définition.

Dans une optique bien différente, le programme fort s'inscrit explicitement dans le sous-champ de la science politique étasunienne consacrée aux guerres civiles et se propose la vérification d'hypothèses générales sur un terrain spécifique, la comparaison de plusieurs insurrections, la constitution et l'utilisation de bases de données. Ces travaux portent notamment sur la genèse des guerres civiles, le recrutement des mouvements armés, la rationalité des belligérants, la violence contre les civils<sup>16</sup>. L'ambition nomologique est assumée, au moins pour une partie de ces recherches, ce qui conduit à une attention plus grande

---

<sup>13</sup> Christian Lund, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, 2006, pp. 685-705; Ivana Maçek, *Sarajevo Under Siege: Anthropology in Wartime*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009 ; Henrik Vigh, *Navigating Terrains of War: Youth and Soldiering in Guinea-Bissau*, New York, Berghahn Books, 2006.

<sup>14</sup> Speranta Dumitru, « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? », *Raisons politiques*, 54 (2), 2014, pp. 9-22.

<sup>15</sup> Isabelle Delpla, « Cosmopolitisme ou internationalisme méthodologique », *Raisons politiques*, 2014/2 (N° 54), 2014/2 (N° 54), pp. 87-102.

<sup>16</sup> Parmi de nombreux exemples, Nicholas Sambanis, "Using Case Studies to Expand Economic Models of Civil War," *Perspectives on Politics*, Vol. 2, No. 2 (June 2004), pp. 259–279 ; Fearon, James D., "Rationalist Explanations for War." *International Organization* 49(3), 1995, pp. 379–414 ; Paul Collier et Nicholas Sambanis (dir.), *Understanding Civil War: Evidence and Analysis: Volume 1: Africa*, Washington, D.C.: World Bank, 2005, pp. 89-121.

aux questions de définition. Cependant, leur validité est généralement limitée par leur inscription dans un paradigme néopositiviste<sup>17</sup>, soit la conjonction de la théorie du choix rationnel et de méthodes quantitatives. En particulier, les conclusions reposent de plus en plus sur des modèles économétriques avec des corrélations tirées de bases de données, au détriment de la formulation de modèles conceptuels et d'enquêtes *in situ*. En conséquence, on constate l'exclusion des questions les plus intéressantes telles que les processus d'engagement et de désengagement, la transformation de la vie quotidienne, la place de l'idéologie.

A lire cette littérature, on serait tenté de rejoindre Mills dans sa dénonciation des « sociologues de l'empirisme abstrait »<sup>18</sup> car, à céder au fétichisme de la définition ou à l'hypercorrection méthodologique dans le traitement des données, le risque est d'oublier les conditions de production de celles-ci. Ce qui se joue dans le sous-secteur des études sur les guerres civiles me paraît refléter un processus plus large : une régression scientifique avec l'abandon de l'enquête au profit de données agrégées, dont on verra la fragilité, et le renoncement à toute imagination sociologique au profit de la répétition *ad nauseam* des mêmes hypothèses avec des variations mineures. Cette évolution tient à la relation avec l'expertise, à la bureaucratisation de la recherche, au prestige de la quantification comme marqueur de scientificité avec pour modèle le succès mondain de la discipline économique. On ajoutera que le déclin des humanités aux États-Unis – l'histoire et les langues sont en recul marqué – au profit de la finance et du management n'est pas étranger à ces évolutions. Cette classification certes trop simple ne rend pas justice aux travaux qui ont tenté ces dernières années de s'inscrire dans le programme fort en cherchant à éviter ces écueils et dont je discuterai les apports au fil des chapitres. Il reste que la tendance est bien celle d'une dissociation croissante entre les travaux qui s'inscrivent dans le paradigme néopositiviste et les autres approches, avec pour conséquence que certains résultats deviennent, au sens épistémologique, incommensurables.

Dès lors, peut-on proposer une recherche sur la guerre civile qui soit un projet comparatiste fort sans tomber dans les apories du néopositivisme ? Le risque serait ici de procéder par généralisations, jamais loin du sens commun, au lieu d'élaborer des propositions théoriques susceptibles à la fois d'être validées empiriquement et d'alimenter un débat au-delà de ce sous-champ d'études<sup>19</sup>. De plus, un programme fort suppose de comparer des sociétés

---

<sup>17</sup> J'ai introduit ce qualificatif en référence, de façon quelque peu injuste, aux historiens positivistes du 19<sup>ème</sup> siècle et, à l'évidence, il ne vise pas les positivistes du cercle de Vienne.

<sup>18</sup> Charles Wright Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, Éditions La Découverte, 2015, p. 53.

<sup>19</sup> C'est la critique, sévère mais justifiée, que fait Christian Lund du livre de Paul Staniland, *Ordering Violence: Explaining Armed Group-State Relations from Conflict to Cooperation*, Ithaca, NY and London: Cornell University Press, 2021. "The "Staniland opts for generalization over abstraction. The predicament of generalizing without or instead of abstracting is that we are forced to take concepts for granted. However, 'ideology,' 'tactical

souvent très différentes dans un moment de rupture. En effet, peu d'objets présentent des configurations aussi dynamiques : l'observateur est pris dans un flux d'évènements hors normes, une saturation de sens et d'émotions. Du fait de son objet même, l'étude des guerres civiles amène donc à s'attacher à la précarité des rapports de pouvoir, à la fréquence des situations où la révolte matérialise un choc moral, une lutte pour des intérêts de classe, ou une demande de reconnaissance au sens d'Axel Honneth<sup>20</sup>.

La difficulté est alors d'utiliser des paradigmes sociologiques généralement construits pour rendre compte de situations routinières ou de changements incrémentaux<sup>21</sup>. Ainsi, à la lecture de ce texte, on vérifiera que les théories de l'action rationnelle sont particulièrement dépourvues face à ces situations du fait de leur incapacité à prendre en compte les émotions, les valeurs et les changements parfois rapides de comportements des individus. L'incapacité à rendre compte de phénomènes bien circonscrits (acte de voter, participation à des mobilisations) ne laisse pas augurer de progrès dans ce domaine. En particulier, l'échec probablement définitif de la synthèse néoclassique à réduire la macro-économie à une somme de comportements individuels montre la difficulté de l'entreprise, même dans une discipline a priori favorable à ce type d'ambition. Par ailleurs, on sait la centration de Bourdieu, parfois plus spinoziste que pascalien, sur le thème de la reproduction : « *Une des questions les plus fondamentales à propos du monde social est de savoir pourquoi et comment ce monde dure, persévère dans l'être, comment se perpétue l'ordre social, c'est-à-dire l'ensemble des relations d'ordre qui le constituent*<sup>22</sup>. » Même si la sociologie bourdieusienne a fourni des instruments pour penser certaines dimensions du changement social (par exemple avec le concept d'hystérésis de l'habitus), ce n'est probablement pas un hasard si un évènement n'a jamais été pris comme objet dans une œuvre par ailleurs remarquablement diverse et si les théories des mobilisations en sont à peu près absentes<sup>23</sup>. En ce sens, la question n'est pas tant, comme on le

---

*overlap, 'alliance,' 'limited cooperation,' 'containment,' 'total war' and so on, are not simply master concepts for analysis, they should be objects of the investigation. Rather than being fixed and firm, these terms are actual arenas of struggle over meaning and institutional significance in the political security fields of India, Pakistan, Myanmar, and Sri Lanka. Instead, Ordering Violence presents these words as if they were axiomatic truths. By not defining them, generalizations remain at a level of intuitive common understanding.*” *The Journal of Development Studies*, 59 (10), 2023, pp. 1626–1627.

<sup>20</sup> Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Gallimard, 2013.

<sup>21</sup> Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, “Thinking about Civil Wars with and beyond Bourdieu: State, Capital and Habitus in Critical Contexts”, *Journal of Classical Sociology*, 2022, 22 (2), pp. 199-221.

<sup>22</sup> Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de domination. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 105, 1994, pp. 3-12.

<sup>23</sup> L'ouvrage de Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Ed. de Minuit, 1984, aborde les conditions favorisantes de Mai 68, mais n'aborde pas le déroulement de la crise. Pour des raisons qui deviendront claires au cours des développements, l'apport de Michel Dobry dans *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences-Po, 1986, est en réalité limité pour l'analyse des guerres civiles.

répète à merci, qu'il faut saisir les situations exceptionnelles avec les instruments ordinaires de la sociologie, mais de savoir si un travail sur ces situations, ici la guerre civile, oblige à modifier ces derniers. Ce travail m'a ainsi amené à interroger, et parfois à modifier, certains concepts - Etat, champs, capitaux (de différentes espèces), habitus – pour construire une théorie « à moyenne portée » adaptée à mon objet.

Deux questions liées conditionnent ensuite la réalisation de cette étude : la possibilité de repérer des propensions et la délimitation d'un ensemble de cas. Premièrement, le comparatisme permet en principe de mettre à jour des effets de système impossibles à repérer sur un cas unique. Dans un univers non déterministe<sup>24</sup>, cette recherche passe par la mise à jour de propensions, au sens de propriété objective d'un dispositif qui oriente en probabilité les pratiques discursives et non discursives des individus. Plus les comportements observés sont simples, indépendants et répétitifs (par exemple un vote, un achat), plus il est facile de mettre à jour des propensions, voire de les quantifier.

Cependant, les guerres civiles sont des événements trop complexes pour que la mise à jour des propensions explicatives des différentes séquences qui les constituent soit aisée ou même faisable. D'abord, l'espace des possibles n'est pas théoriquement ou empiriquement définissable, même *a posteriori*. La seule chose certaine, mais sans intérêt, est que ce qui est arrivé était possible et l'appréciation du caractère probable d'un événement ressort plus de l'art que du calcul en raison de la difficulté à pondérer les causalités - difficulté connue des historiens et qui donne à leurs textes un caractère en apparence littéraire. La plupart des historiens concluront par exemple au caractère improbable de la Révolution française à partir d'un ensemble d'indices tirés d'une connaissance fine des processus sociaux et politiques et, aussi, en considérant les évolutions politiques contemporaines en Europe et en Amérique du Nord. Ensuite, les propensions peuvent s'annuler ou se conjuguer pour orienter un événement spécifique et la distinction entre propensions longues (conditions de possibilité, facteurs favorisant) et immédiates, bien qu'utile, est complexe à mettre en œuvre. A un niveau individuel, les dispositions nées de socialisations successives ne sont pas nécessairement cohérentes, sans compter que leurs effets ne sont que probables. Les chaînes causales peuvent enfin être remarquablement longues et intégrer des éléments biologiques ou géologiques

---

<sup>24</sup> L'épistémologie de Karl Popper est surtout connue pour le concept de « falsification », mais celui de propension (lointainement hérité d'Aristote) me semble plus central, Karl Popper, *Un univers de propensions : Deux études sur la causalité et l'évolution*, Ed. de l'Eclat, 1991. Pour une discussion, Jean-Mathias Fleury, *Probabilités et propensions*, in : *Forces et dispositions : l'ontologie dynamiste de Leibniz à l'épreuve des débats contemporains* [en ligne], Collège de France, 2017.

comme le montre la relation, lointaine mais avérée, entre une éruption volcanique et une crise sanitaire et sociale dans un région très éloignée<sup>25</sup>.

Deuxièmement, si un cas unique bien analysé a une incontestable valeur démonstrative, un programme comparatif fort nécessite de travailler à partir d'un ensemble de cas aussi large et rigoureusement défini que possible. Or, les guerres civiles sont (heureusement) des évènements plutôt rares, ce qui limite les possibilités de traitement statistique. De plus, la construction de séries longues pose des problèmes méthodologiques, en particulier la tentation de faire de la guerre civile un invariant historique<sup>26</sup>. De fausses généalogies naissent alors de la sélection d'éléments ponctuels, isolés du système de relations dans lequel ils s'insèrent. En particulier, tout travail sur les guerres civiles suppose une définition de l'État. Or, Weber nous a appris que celui-ci subsumait des réalités très différentes selon les époques : « *Il n'est presque aucune tâche dont un groupement politique ne se soit chargé à un moment ou à un autre ; il n'y en a aucune d'autre part dont on puisse dire qu'elle ait été à toute époque, entièrement, c'est-à-dire toujours exclusivement propre aux groupements que l'on caractérise comme politiques, aujourd'hui : les États ou les groupements qui furent historiquement les précurseurs de l'État moderne*<sup>27</sup>. » Ainsi, l'alliance aujourd'hui naturelle entre Etat et souveraineté est une construction politico-juridique historiquement située<sup>28</sup>. Par exemple, la guerre de Trente ans se déroule au sein du Saint Empire germanique qui n'a aucune des caractéristiques d'un Etat moderne et dont l'existence n'était d'ailleurs pas contestée par les belligérants<sup>29</sup>.

Certaines similitudes des guerres civiles *contemporaines*, suggèrent pourtant la possibilité d'un modèle théorique fondé sur une approche comparative. De ce point de vue, si Bloch préconise un comparatisme à bonne distance, l'unité de temps paraît, dans notre cas, plus déterminante que la proximité géographique ou culturelle<sup>30</sup>. En effet, différents traits, *qui sont tous un effet de l'international*, se retrouvent assez systématiquement depuis quelques

---

<sup>25</sup> L'hiver volcanique provoqué par une ou des éruptions volcaniques en 525 a entraîné une crise alimentaire mondiale et, probablement, la peste justinienne.

<sup>26</sup> Par exemple, David Armitage tente de définir une essence transhistorique de la guerre civile à travers les auteurs « classiques » David Armitage, *Civil Wars: A History in Ideas* New York, Alfred A. Knopf, 2017.

<sup>27</sup> Max Weber, *La politique comme profession et vocation*, traduction de Catherine Colliot-Thélène, La Découverte, 2003.

<sup>28</sup> Sur l'historicisation de la notion de souveraineté, distinguée de celle d'Etat, voir Georg Jellinek, *L'Etat moderne et son droit*, Panthéon-Assas, 2004.

<sup>29</sup> Pas de constitution ni de droit en commun, pas de citoyenneté, pas de frontières fixes, pas d'exécutif stable, ni d'armée permanente, Claire Gantet, « Guerre de Trente ans et paix de Westphalie : un bilan historiographique », *Dix-septième siècle*, 2017/4 (n° 277), p. 645-666.

<sup>30</sup> Marc Bloch, "A Contribution towards a Comparative History of European Societies", in *Land and Work in Medieval Europe*, Routledge and Kegan Paul, 1967, pp. 44-81.



décennies : la présence des mêmes acteurs (ONG, organisations internationales, médias, milices), l'importance des ressources extérieures (armes, soutien diplomatique, sanctuaire, réseaux transnationaux), l'influence des normes internationales. Ce constat nous oriente en première approche vers une définition restrictive de l'univers de cas : la période après la Seconde guerre mondiale, voire post décolonisation. Les cas tirés de périodes antérieures ne sont pas pour autant sans pertinence, mais ils n'ont qu'une valeur suggestive, propre au comparatisme faible. Il est maintenant temps de proposer une définition de notre objet.

\*\*\*

Je définis la guerre civile comme une configuration caractérisée par la compétition violente entre des ordres sociaux sur un territoire étatique. Un ordre social est constitué par des autorités politiques qui régulent la violence et le droit, participent à fixer la valeur des différentes espèces de capitaux et les rapports entre univers sociaux spécialisés. En situation pacifiée, l'Etat (au sens de territoire) recouvre un seul ordre social et l'Etat (au sens de réseau d'institution) bénéficie d'un monopole de la représentation internationale. *La guerre civile ne se singularise pas par la contestation de l'État, ni l'usage de la violence, mais par une situation d'équilibre - instable et provisoire - entre des ordres sociaux en concurrence sur un même territoire national.* La guerre civile ainsi définie n'est pas exclusive d'autres catégories : génocide, guerre de décolonisation, révolution, par exemple les Taliban en Afghanistan ont mené une guerre civile pour instaurer une révolution sociale, la guerre civile au Rwanda débouche sur un génocide. La guerre civile peut par ailleurs n'être qu'un moment dans un conflit, comme en Ukraine où elle naît d'un mouvement sécessionniste au Donbass avant de devenir une guerre interétatique. Enfin, les guerres civiles sont des phénomènes politiques, ce qui écarte la criminalité organisée et les situations où la violence est une modalité d'action qui prend sens dans une négociation avec l'État.

Pour rester au plus près de ce cadre analytique, j'ai centré mon propos sur les effets de la compétition violente entre ordres sociaux en éliminant d'autres questions pourtant dignes d'intérêt. Ainsi, la dimension proprement militaire n'est pas abordée, sachant que toutes les modalités d'affrontement se retrouvent dans les guerres civiles, de la guérilla à la guerre conventionnelle en passant par les attentats (ciblés ou non). De même, les réfugiés ne sont pas étudiés dans la mesure où la complexité des trajectoires et leur caractère transnational déborde mon cadre d'analyse. Trois hypothèses sous-tendent cette recherche : le système international détermine l'enjeu et la dynamique des affrontements, la fragmentation politique reconfigure

l'espace social, notamment la valeur relative des capitaux et le degré d'autonomie des univers spécialisés et, enfin, ces situations non routinières affectent les comportements individuels saisis à travers les concepts de dispositions et de réflexivité.

En premier lieu, je propose d'opérer un renversement de perspective en considérant que l'Etat possède un monopole de la représentation internationale, mais n'a qu'un pouvoir de régulation interne. La définition de la souveraineté étatique est ainsi un effet du système international, plus que le produit de la trajectoire individuelle d'un Etat. De ce fait, les dynamiques de concurrence politique dans les guerres civiles contemporaines sont impensables en dehors des contraintes/ressources liées à l'insertion dans le système international. Loin d'être une dimension marginale ou complémentaire, ce dernier détermine en probabilité les modalités, les enjeux et les fins des guerres civiles. Deux modalités coexistent cependant de façon contradictoire : un effet de système qui tend à la concentration et des interventions extérieures qui perpétuent les guerres civiles. D'une part, la stabilité des frontières est une propension systémique avec les bénéfices importants qui en découlent, notamment la garantie - assez fiable - de leur intégrité territoriale. En conséquence, le système international impose une logique agonistique entre les unités politiques en compétition qui interdit le partage du territoire autrement que de façon transitoire et tend à une réunification. Dans ce contexte de compétition obligée, les unités politiques les plus susceptibles de s'imposer dans une guerre civile sont celles disposant d'une bureaucratie qui permet la rationalisation et l'accumulation des ressources. D'autre part, les ressources internationales sont le plus souvent nécessaires au développement des guerres civiles et leur allocation entre les belligérants est un élément décisif pour décider de la victoire. Ces derniers apparaissent en effet tributaires de l'intervention d'Etats étrangers, de réseaux transnationaux ou de l'implication d'institutions internationales. L'économie des contraintes internationales diffère alors selon le degré d'implication des acteurs régionaux et globaux.

En second lieu, l'espace social est transformé du fait que l'État n'est plus en mesure d'effectuer un travail d'homogénéisation et de régulation. Alors que les zones contrôlées par les insurgés focalisent généralement l'attention, c'est bien l'ensemble de la société qui est touchée, en particulier, l'organisation des champs et la valeur des capitaux. D'abord, les univers sociaux spécialisés sont désormais scindés entre les ordres sociaux en compétition et la polarisation politique de la société explique une baisse tendancielle de leur autonomie. Ensuite, la valeur des différentes espèces de capital (social, économique, religieux, identitaire) tend à varier de façon simultanée et brutale, alors que les mécanismes de fixation de leur valeur et de leur conversion sont transformés dans le sens d'une internationalisation. La guerre civile

impose, enfin, une nouvelle hiérarchie des différentes espèces de capital, les capitaux politique et identitaire prennent une place plus importante.

En dernier lieu, les situations de guerre civile transforment le rapport entre dispositions et réflexivité. D'abord, l'interprétation des événements est l'objet d'une lutte entre groupes sociaux (intellectuels, religieux, etc.), dont le résultat conditionne notamment les engagements individuels et les ressources mobilisables. Ensuite, la navigation sociale est perturbée en raison d'un désajustement des dispositions intériorisées. Les mécanismes de reproduction sociale, qui permettent une prévisibilité statistique des destins individuels, n'opèrent plus de la même façon du fait que l'espace des possibles perçu par les individus est décalé par rapport aux contraintes objectives, ce qui favorise les ruptures biographiques. Dans ce contexte, la transformation de celles-ci passe notamment par le traumatisme, la socialisation au sein d'organisations politiques et l'acquisition de compétences. Enfin, les situations exceptionnelles tendent à accroître la réflexivité et les délibérations, ce qui se traduit par une multiplication des tactiques adaptatives pour faire face à l'incertitude et aux risques.

\*\*\*

Sans céder au travers de parler de soi, il est important de préciser brièvement les conditions de réalisation de cette enquête, dont le produit fini tend à dissimuler le caractère en partie collectif de l'élaboration et l'importance du cadre institutionnel, dont il est peut-être moins facile de parler que de son rapport au « terrain ». Ce livre est le résultat d'un contrat avec l'Union européenne qui a donné à l'auteur des conditions de travail favorables (moins d'heures de cours, financement confortable) mais, aussi, l'obligation de rendre compte des résultats de sa recherche. La sélection d'un projet par une procédure concurrentielle, avec sa part de hasard, est donc à l'origine de ce livre ou, du moins, de la forme qu'il a prise. En particulier, j'ai eu le privilège de réunir pendant plusieurs années (2015-21) une équipe de chercheurs et chercheuses travaillant – c'est-à-dire menant des enquêtes *in situ* - sur différents conflits : Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, Liban, Ukraine, Soudan du Sud, Côte d'Ivoire, Kurdistan, Afghanistan. Par ailleurs, le livre sur la Syrie co-écrit avec Adam Baczko et Arthur Quesnay a été un premier pas vers la construction d'hypothèses plus générales sur les guerres civiles<sup>31</sup>. Deux ouvrages collectifs m'ont de plus permis d'approfondir ma compréhension de la violence

---

<sup>31</sup> Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, CNRS Editions, 2016.

politique et du gouvernement des populations en zones rebelles<sup>32</sup>. Enfin, j'ai repris certains articles ou parties d'articles écrits avec Adam Baczko, notamment sur l'apport et les limites de l'approche bourdieusienne à l'étude des guerres civiles, la dimension internationale des guerres civiles et la nécessité de l'enquête *in situ*.

Ce travail est également l'aboutissement de recherches personnelles qui s'étalent sur une trentaine d'années dans différentes guerres civiles - Angola, Afghanistan, conflits kurdes (Turquie, nord-Irak), Syrie et Mali -, où j'ai eu pour règle de produire mes propres données (observations, biographies, entretiens). Différents thèmes abordés dans ce livre - torture et capital social, formation de milices, organisation des partis politiques, gouvernement par l'international - trouvent ainsi leur origine dans ces recherches. Celles-ci se situent à un niveau micro (village, biographies), méso (partis politiques) et macro (interventions internationales) et ces variations d'échelle ont été heuristiques en ce qu'elles m'ont incité à éviter à la fois la superficialité fréquente des grandes fresques géopolitiques et l'ornière des études localisées, oubliées de déterminations plus larges. Enfin, j'ai travaillé sur des guerres civiles avec une forte dimension idéologique (Afghanistan, Kurdistan, Syrie) et, parfois, avec des partis structurés (Taliban, PKK, UNITA). Mon contact avec les guerres civiles en Afrique est limité (Angola, Mali) et celui avec l'Amérique latine essentiellement livresque. A ce propos, je n'ai pas « fait l'Afghanistan » - selon la détestable expression des touristes et des militaires -, mais l'Afghanistan m'a largement fait comme chercheur, d'où la place que tient ce cas d'étude.

Enfin, le travail d'écriture a produit chez l'auteur une frustration probablement inévitable, car elle tient à l'objet même du livre. En effet, j'ai évité dans les pages qui suivent de développer trop longuement les analyses de cas, condition pour produire un ouvrage synthétique de taille raisonnable, mais avec le risque d'une écriture trop abstraite qui efface le lent processus d'élaboration des matériaux empiriques. Pour pallier cette difficulté et rendre justice au groupe de travail que j'ai animé pendant plusieurs années, j'ai ponctué le texte avec des encadrés tirés des enquêtes de ces chercheurs et chercheuses, donnant ainsi à voir au lecteur la richesse des enquêtes qui ont nourri ce travail. Par ailleurs, « *Nul n'est exempt de dire des fadaïses. Le malheur est de les dire curieusement.* » Cette mise en garde de Montaigne m'a amené à éviter le langage abscons qui caractérise parfois l'écriture des sciences sociales. Il reste qu'un vocabulaire spécialisé est parfois nécessaire aux sociologues (moins qu'aux marins et aux cuisiniers cependant), que la réalité est complexe et que les thèses simples et à portée

---

<sup>32</sup> Amin Allal, Gilles Dorransoro et Olivier Grojean (dir.), *Politiques de la violence*, Paris, Karthala, 2021 et Gilles Dorransoro (dir.), *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2023.

universelle ont pour seul défaut d'être fausses. Pour reprendre – avec un grain de sel - une distinction kantienne, ceci n'est pas un essai de sociologie *distinguée*, mais un essai de sociologie *laborieuse*.

Du fait de son objet, ce texte est à la fois une synthèse de travaux existants et un ensemble de propositions théoriques. Ces dernières ont quelquefois une dimension essentiellement programmatique en raison des limites des connaissances actuelles ou des difficultés intrinsèques à mettre en place un protocole d'enquête. Elles peuvent en un sens être rapprochées des *toy models* utilisés en physique. Certaines des hypothèses présentées sont susceptibles d'un traitement statistique, ce qui supposerait de justifier en détail la méthodologie choisie et rallongerait par trop ce travail. Il est par ailleurs rare qu'une hypothèse ait été testée sur l'ensemble des cas ou que les descriptions existantes permettent une relecture univoque. Or, comme on le sait, certaines hypothèses, *a priori* séduisantes, ne passent pas le test de l'empirie mais, après tout, « *Les branches sont libres de n'avoir pas de fruits.* » Plus que la volonté d'imposer un carcan théorique, ce qu'on va lire est une invitation à ouvrir des pistes, à rompre avec la *doxa* néopositiviste et, selon la marche ironique de la recherche, avec mes propres propositions.

\*\*\*

Une présentation rapide des chapitres aidera le lecteur à comprendre le déroulement d'ailleurs assez simple de l'ouvrage. Le premier chapitre est consacré à la question des paradigmes et des méthodes. En réaction à la domination du courant néopositiviste, je souligne au contraire les limites des bases de données et le privilège épistémologique de l'observation dans ces situations-limites. Malgré les difficultés qu'elle pose, l'enquête *in situ* offre au chercheur, par une confrontation parfois brutale avec des situations exceptionnelles, la possibilité d'une plus grande inventivité théorique.

Le second chapitre cerne plus précisément l'objet de la recherche. Pour arriver à une définition des guerres civiles, je procède en amont à un travail de définition de l'État en amendant la définition wébéro-bourdieusienne dans le sens d'une remise en cause de l'idée d'un monopole sur la violence au profit d'une économie de la violence. A partir d'une définition de la guerre civile comme concurrence entre ordres sociaux, j'analyse ensuite les cas qui indiquent les limites de notre définition de la guerre civile.

Dans le chapitre 3, je critique l'idée qu'un cocktail de « facteurs » provoqueraient les guerres civiles, ce qui est une hypothèse non vérifiable, car construite sur un ensemble de

présupposés douteux. Je propose une démarche alternative qui repose sur une distinction entre les mises en crise des systèmes sociaux et le passage à la guerre civile. Plus précisément, j'analyse les conditions favorisantes qu'on retrouve dans la genèse des guerres civiles, puis trois modèles de crise qui peuvent plus immédiatement conduire à une guerre civile.

Dans le chapitre 4, je montre que, loin d'être des situations où les unités politiques (États, groupes armés) agiraient plus « librement », les guerres civiles sont des moments où les contraintes/ressources externes sont particulièrement fortes, au point de surdéterminer la dynamique du conflit. En particulier, je développe différentes hypothèses sur la propension à la concentration, la rationalisation, les ressources de l'international et le gouvernement par l'international.

L'objet du chapitre 5 est de montrer que les guerres civiles entraînent des transformations majeures de l'espace social. D'abord, les champs, scindés entre les ordres sociaux, une forte homologie et une perte d'autonomie. Ensuite, les différentes espèces de capitaux sont affectés : de nouveaux capitaux émergent de la guerre (capital militaire) ou capital révolutionnaire, tandis que la valeur relative des capitaux est transformée par une plus forte internationalisation, avec de plus une covariation importante. La centralité du capital social et politique s'affirme, ce qui peut constituer une rupture dans certaines sociétés ou le prolongement d'anciennes pratiques (notamment dans les régimes à parti unique). Enfin, les groupes sociaux sont transformés dans le sens d'un éclatement, de la création de nouveaux groupes sur la base de ressources internationales ou d'une expérience commune.

Le chapitre 8 traite des dispositions et de la réflexivité dans les situations de guerre civile. Les guerres civiles créent les conditions d'une transformation des rapports entre dispositions et réflexivité. L'hypothèse d'une propension plus forte à la réflexivité semble s'imposer. En conséquence, la dénaturalisation des rapports sociaux amène l'individu à une réflexivité plus intense pour faire des choix, qui vont des décisions quotidiennes sur ses déplacements à la revendication ou la dissimulation d'une identité<sup>33</sup>. Cette réflexivité contrainte paraît liée à des situations ou des positions spécifiques autant qu'aux ressources initiales des individus, en particulier pour les groupes dont l'identité ou la situation géographique sont sources de tensions ou d'instabilité. Le décalage propre à la réflexivité qu'on trouve chez les déclassés dans les sociétés pacifiées s'étend donc à des catégories plus larges : personne n'est tout à fait à sa place dans une guerre civile.

Le chapitre 7 décrit la formation des ordres sociaux alternatifs. Avec un degré

---

<sup>33</sup> Pierre Bourdieu, « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 105, 1994, pp. 3-12 p. 6.

d'institutionnalisation variable, la formation de bureaucraties insurrectionnelles est constitutive des guerres civiles avec, notamment, des hiérarchies identitaires, des économies du droit et de la violence portées par des autorités politiques concurrentes des régimes en place. Je traiterai des modèles d'organisation et la pression à la rationalisation, puis les logiques d'engagement, les processus de légitimation et, enfin les dispositifs de gouvernementalité.

Le chapitre 8 aborde la question de l'économie du capital militaire. Les guerres civiles provoquent une dispersion du capital militaire à la fois du fait de l'émergence de groupes politico-militaires et de la formation de milices ou de groupes d'auto-défense. En conséquence, on voit la formation d'un espace politico-militaire spécifique en rupture avec les normes sociales auparavant existantes et la formation d'un habitus spécifique chez les professionnels de la violence organisée. Par ailleurs, l'analyse des usages de la violence montre qu'elle est d'abord dirigée contre les civils dans une recherche de mobilisation ou de démobilisation, mais aussi pour imposer ou rétablir des hiérarchies sociales (identitaires et de genre notamment).

Le dernier chapitre porte sur la fin des guerres civiles. Pour rester fidèle à mon cadre analytique, l'après-guerre sera abordé comme un moment de fusion d'ordres sociaux concurrents. Que se passe-t-il lorsqu'il y a réunification, négociée ou violente, d'ordres sociaux qui ont coexisté pendant plusieurs années, voire plusieurs décennies ? Les conséquences d'une réunification sont à l'évidence différentes en cas de victoire militaire ou de paix négociée, mais aussi en fonction de l'écart entre les ordres sociaux en compétition. Enfin, quels sont les effets de la guerre civile sur la formation d'un Etat ? Les conclusions de la sociologie historique, notamment le fait que la guerre construit l'Etat, ne peuvent pas être reprises sans examen pour la période contemporaine. En effet, la guerre civile peut installer des gouvernements sous régime d'aide ou au contraire marquer un retour à des formes d'autonomie, voire de marginalité. Quoi qu'il en soit, elle affecte les modalités d'exercice du pouvoir et le rapport entre les institutions et la société. En particulier, la mémoire de la guerre et les pratiques étatiques, notamment la stigmatisation de régions ou de groupes, contribuent à la fragmentation de l'espace social bien au-delà de la fin du conflit.